



Comité | **INNOVATION ET CROISSANCE**
RICHELIEU



Global Approach Consulting

Global Innovation Local Performance

Observatoire des engagements et actions du Gouvernement au service de l'innovation et de la croissance

Synthèse du rapport annuel 2013

79%

estiment que le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ne répond pas bien aux besoins de leurs entreprises

69%

pensent que les projets collaboratifs favorisent l'innovation

42%

prévoient d'utiliser le crédit d'impôt innovation

63%

ne prévoient pas de candidater au programme européen Horizon 2020

75%

expriment de l'inquiétude quant à la pérennité du crédit d'impôt recherche

En partenariat avec **Les Echos**

Engagements et actions : des initiatives qui couvrent un large spectre

Depuis un an, plusieurs initiatives gouvernementales – Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, Assises nationales de l'enseignement supérieur et la recherche, Assises de l'entrepreneuriat, Plan et Programme d'investissements d'avenir – ont permis de réaliser un état des lieux de l'environnement économique et fiscal dans lequel se trouvent les entreprises d'innovation et de croissance (EIC). Le développement à l'international, les relations entre entreprises innovantes et acheteurs ainsi que les relations avec les organismes de financement et les laboratoires de recherche publics et privés ont été traités. Ces initiatives ont permis au Président de la République, au Premier ministre et à son Gouvernement de prendre des engagements qui couvrent l'ensemble de ces domaines. Malgré ces efforts et bien que des actions aient été menées, certaines mesures destinées à toutes les entreprises bénéficient à la marge aux TPE et PME innovantes. L'Observatoire constate que, de facto, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), exclu de son calcul dirigeants d'entreprise et salariés – essentiellement des ingénieurs et chercheurs – dont les revenus sont supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Enfin, l'enquête fait ressortir qu'un manque d'ambition caractériserait certaines mesures, à l'image de l'objectif de 2% des achats publics innovants affectés aux PME et ETI d'ici 2020.

Perceptions des entrepreneurs : attentes et scepticisme

À la lumière des résultats d'une enquête réalisée au cours de l'été 2013, par le Comité Richelieu et la société de conseil Global Approach Consulting auprès d'un panel de 351 EIC sur un an d'action gouvernementale, l'Observatoire souhaite attirer l'attention sur les attentes et besoins des entreprises innovantes s'agissant de la mise en place d'un environnement favorable à leur développement. Si des dispositifs comme le crédit d'impôt recherche (CIR) ou les aides au développement international recueillent une véritable adhésion, les inquiétudes n'en demeurent pas moins réelles. Les craintes portent sur la complexité, la multiplication, l'instabilité des dispositifs ou encore la lenteur de leur mise en application.

L'attachement aux dispositifs existants est clairement établi : besoin de stabilité et de simplification...

CIR : À la lecture des commentaires des entrepreneurs interrogés le CIR fait l'objet d'un véritable plébiscite. La quasi-unanimité souhaite que ce dispositif soit pérennisé et simplifié. Pourtant, malgré les annonces du Gouvernement garantissant le maintien du CIR pour la durée du quinquennat, 75% ont des inquiétudes quant à sa pérennité. Par ailleurs et en dépit du « choc de simplification » annoncé, 87% ne croient pas en sa simplification.

Aides au développement à l'international : 76% des entreprises qui réfléchissent à un développement à l'international considèrent que le regroupement des aides à l'export au sein de bpifrance va faciliter leur accès à ces aides. Sur un exemple comme celui-ci, l'effort de simplification des pouvoirs publics, lorsqu'il a lieu, recueille l'adhésion des entreprises.

Projets collaboratifs : Dispositif bien établi à l'instar du CIR, il recueille un fort soutien. Ainsi, 69% des entreprises innovantes interrogées pensent que les projets collaboratifs sont favorables à l'innovation. Leur stabilité semble saluée. L'enquête fait ressortir que 63% des entreprises innovantes du panel ne prévoient pas de candidater au programme européen Horizon 2020 qui pèse près de 80 milliards d'euros sur une période de 6 ans 39% d'entre elles en ignorent même l'existence.

Crédit d'impôt innovation : 42% prévoient de l'utiliser. Toutefois, sa concrète mise en œuvre suscite des incertitudes et de réelles craintes.

... et le « choc de confiance » n'a pas encore eu lieu.

Les résultats de l'enquête font écho à la nécessité de créer le « choc de confiance » que Louis Gallois préconisait le jour de la remise de son rapport au Premier ministre, le 5 novembre 2012.

Pacte national pour la croissance la compétitivité et l'emploi : 21% du panel estiment que le pacte répond aux attentes et besoins de leur entreprise.

Achats publics innovants : Sans vouloir préjuger de la sincérité ou de la volonté qui se trouvent derrière l'objectif de 2% d'achats publics innovants affectés aux PME et ETI d'ici 2020, force est de constater que sa formulation et la place qui lui a été accordée ne pouvaient en aucun cas susciter un « choc de confiance ». Aucune entreprise du panel ne déclare en ressentir les effets.

Contrôle fiscal : Près d'une entreprise sur deux a fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours des trois dernières années. Quand elles estiment cela normal, elles ressentent bien souvent une « part trop importante d'arbitraire » voire des « contrôles à charge ». Assurément, ce ressenti n'est pas de nature à créer le « choc de confiance » espéré. Sur ce point, le Gouvernement a émis des messages d'apaisement.

Transfert de technologie : Alors même que la loi pour l'enseignement supérieur et la recherche adoptée en juillet dernier vise cet objectif, 57% du panel estiment que la simplification des transferts de technologies de la recherche académique vers le monde industriel ne facilitera pas le développement de leur activité.

Soyons responsables, soyons acteurs

Il est légitime d'attendre de l'Etat qu'il donne des orientations et fixe un cadre législatif et réglementaire stable favorable à la croissance, à la compétitivité et à l'emploi. Eu égard aux réalités économiques, il est tout aussi légitime d'attendre de lui qu'il intègre pleinement dans ses choix le rôle moteur que joue l'innovation qu'elle soit technologique ou non technologique.

Dans le même temps, ce serait une erreur de tout attendre de l'Etat notamment parce que le temps administratif et politique est différent du temps des entrepreneurs. A ce titre, les entrepreneurs et les entreprises ont un rôle important à jouer. Présentes partout sur le territoire, les entreprises innovantes, s'intéressent aux besoins de notre société, créent des emplois, disposent de formidables capacités d'expertise et de recherche, sont en mesure d'apporter des solutions, de concevoir et de fabriquer des produits, de se projeter dans l'avenir et d'y emmener notre économie. Aussi, dans une perspective où chacun doit prendre ses responsabilités – grands comptes, financeurs, laboratoires et universités – elles doivent prendre une part active à la dynamisation de l'écosystème de l'innovation. Par ailleurs, si chacun peut admettre que le temps des uns n'est pas celui des autres, il n'en demeure pas moins que la réalité de la crise exige du Gouvernement qu'il tienne compte de la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les entreprises.

Aussi, l'Observatoire est, et sera, attentif aux efforts à venir en termes de stabilisation et de simplification des dispositifs. Il sera tout aussi attentif à l'efficacité de leur mise en œuvre.

L'équipe de l'Observatoire,

Pour le Comité Richelieu :

Jean Delalandre
délégué général

Sophie de Guillebon
responsable partenariats et événements

Pour Global Approach Consulting :

Nathalie Mikaeloff
directrice marketing et communication

Michel Peltier
responsable veille et études

Pourquoi un observatoire ?

Des responsables politiques aux économistes en passant par les entrepreneurs, les représentants de salariés, les chercheurs ou encore les journalistes, tous s'accordent à dire que l'innovation est un des principaux moteurs de la croissance des entreprises et par conséquent génératrice de compétitivité et d'emplois pour la France.

Si cette « unanimité » est bienvenue, il faut avoir à l'esprit qu'elle n'est pas en tant que telle la réponse aux difficultés et aux attentes des entreprises et des entrepreneurs innovants de France. Si unanimité il y a, il ne s'agit pas d'un point d'arrivée mais bien d'un point de départ. S'y méprendre serait lourd de conséquences. Aussi, il nous faut être vigilant. Il nous faut ne pas dévier. Les engagements de ceux sur lesquels reposent des responsabilités dans ce domaine, et notamment le Gouvernement, sont importants et les actions qui en découlent le sont tout autant. Dans cette perspective, le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, présenté le 6 novembre 2012 par le Premier ministre, constitue, avec d'autres engagements, un point de départ qui appelle particulièrement notre attention.

Ainsi, en toute liberté et en toute indépendance, le Comité Richelieu et Global Approach Consulting ont décidé de mettre en place l'Observatoire des engagements et des actions du Gouvernement au service de l'innovation et de la croissance.

Un rapport annuel de cet Observatoire fait état de la situation et en réalise un décryptage à la lumière des résultats d'une enquête réalisée auprès d'entreprises (TPE, PME et ETI) d'innovation et de croissance de tous les secteurs et présentes sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Nous souhaitons que ce rapport interpelle, guide et sensibilise l'ensemble des acteurs de l'écosystème de l'innovation avec un objectif : à travers le suivi des engagements et des actions ainsi que de leur perception par les premiers concernés, mettre en place un environnement favorable au développement des entreprises d'innovation et de croissance au service de la compétitivité et de la création d'emplois en France.

Philippe Berna

président du Comité Richelieu

Claire Remy

directrice générale de
Global Approach Consulting

Pour obtenir le rapport complet, connectez-vous sur :



Comité RICHELIEU

www.comite-richelieu.org



Global Approach Consulting

www.global-approach-consulting.com